

bre de personnes employées était de 7,670,400 ; la production, par tête s'est élevée à \$288 ; à cette époque, le travail d'un homme sur une ferme, valait \$270 par an, de sorte que le cultivateur réalisait \$18 sur chaque homme qu'il employait. Voilà quelle était la condition du cultivateur. Voyons maintenant celle du manufacturier. En 1880, les sommes placées dans les industries manufacturières aux États-Unis étaient de \$2,791,000,000 ; la production s'est élevée à \$3,370,000,000 ; la matière première a coûté \$3,370,000,000 ; les produits, moins la matière première, ont rapporté \$1,973,000,000 ; le nombre des employés dans les manufactures était de 2,732,000, et la production, par tête, a été de \$721. Or, la moyenne des gages payés dans les manufactures des États-Unis a été de \$325, laissant au fabricant un bénéfice de près de \$400 sur chaque employé, pendant que chaque cultivateur ne réalisait que \$18. Cela démontre au delà de tout doute que la protection ne rend pas justice à la classe agricole. S'il était possible de se procurer la même statistique pour le Canada, elle donnerait exactement le même résultat, en principe.

La protection a encore un autre grief à son actif. Elle est, pour le moins, une des causes de la dépréciation des terres agricoles. On nous dit tous les jours que le sort des cultivateurs s'améliore. Il est inutile de raconter ces sornettes ; il est inutile de chercher à tromper le peuple ; le cultivateur sait trop bien que son sort ne s'améliore pas. Voici encore quelques chiffres qui démontrent jusqu'à l'évidence, que les cultivateurs ne sont pas aussi bien qu'il y a quelques années. La valeur moyenne des terres agricoles dans Ontario, pendant les dix années, de 1882 à 1892 était de \$632,500,000. En 1891, cette valeur était de \$621,250,000, soit 1½ millions de moins. Pouvons-nous supposer que les cultivateurs qui vendaient leurs terres en 1891, et qui en recevaient 1½ millions de moins, étaient aussi à l'aise que s'ils avaient obtenu un prix plus élevé ? Bien plus, en 1892, la valeur des terres était diminuée à \$616 000,000 soit \$16,500,000 au-dessous de la moyenne de 1882 à 1892. On calcule qu'il y a 250,000 fermes dans Ontario, or en divisant toutes les terres également, on arrive à une diminution de \$660 pour chacune, en 1892, comparativement à la valeur moyenne des 10 années précédentes. Et ce n'est pas encore tout. Qu'on me permette d'emprunter une citation au rapport du bureau de l'industrie, pour 1892. D'après ce rapport, la récolte du blé, avoine, seigle, pois, maïs, sarrasin, haricots, orge, pommes de terre, betterave, carottes, navets, foin en 1891, a rapporté \$130,866,000 et en 1892, \$110,563,000, soit une diminution de \$20,303,000. Répartie entre 250,000 fermes, cette diminution représente une perte moyenne de \$812 pour chaque cultivateur. Malgré cela, avant que le débat actuel soit clos, nous entendrons probablement des membres de cette chambre prétendre que le cultivateur est aussi à l'aise aujourd'hui qu'il y a quelques années. Bien que chaque ferme ait produit \$812 de moins en 1892 qu'en 1891, nous verrons des hommes assez intelligents pour avoir été choisis pour représenter des comtés, venir prétendre, en dépit de ces chiffres officiels, que le sort des cultivateurs n'a jamais été plus enviable qu'aujourd'hui. Mon intelligence peut être bornée, mais cela est une des choses que je ne comprends pas.

Le gouvernement nous demandera peut-être comment remédier à cet état de choses ? Si les cultivateurs ne vendent pas autant qu'autrefois, si leurs

terres n'ont plus la même valeur, pouvons-nous y porter remède ? Que pouvons-nous faire pour les cultivateurs ? Voici ce que le gouvernement pourrait faire. Qu'il laisse les cultivateurs tranquilles ; qu'il leur permette de veiller eux-mêmes à leur propre destinée, et ils s'en tireront beaucoup plus avantageusement. Vous ne voyez pas les cultivateurs intriguer dans les couloirs du parlement. Vous ne les voyez pas encombrer les corridors au point de rendre la circulation difficile. Vous ne les voyez pas venir ici demander des faveurs et des lois spéciales pour augmenter leurs profits. Tout ce qu'ils demandent, et ils le demandent avec instance, c'est d'être laissés à eux-mêmes, et s'arranger le mieux possible avec leurs produits. Ils demandent qu'on leur permette de vendre sur les marchés qu'ils trouvent les plus avantageux et d'acheter où ils peuvent avoir les meilleures conditions. Le gouvernement actuel n'a pas agi avec justice envers les cultivateurs, au contraire, il leur a imposé des fardeaux, en dépit de la dépréciation dans la valeur de leur terre et des bas prix de leurs produits. Dans le discours du Trône, le gouvernement déclare que ces griefs vont continuer à exister. Leur matière première est taxée. Sur leurs instruments aratoires, ils paient des droits de 18 à 20 pour 100 et dans certains cas de 60 pour 100 au-dessus de la moyenne du tarif de 30 pour 100 qui existe sur les autres articles.

Les cultivateurs disent au Parlement : messieurs, nous voulons que vous enleviez les charges dont vous nous avez grevés ; diminuez les droits sur les instruments aratoires et sur le fer ; réduisez les droits sur le pétrole et sur le fil de fer pour clôture et sur les articles manufacturés, en général — la laine, les étoffes à bon marché, les cotons, les chaussures. Ils demandent qu'on leur laisse le champ libre, sans aucune faveur. Nous pouvons nous suffire par notre énergie et notre travail et nous créer des foyers prospères sans l'aide de personne.

Voici encore une chose que le gouvernement pourrait faire. Le marché naturel des cultivateurs leur est en grande partie fermé, et depuis plusieurs années le gouvernement promet de prendre les moyens de faire disparaître le mur si élevé entre deux nations qui, en matières commerciales, devraient se mêler librement l'une à l'autre. Les Américains produisent beaucoup d'articles dont nous avons besoin, à meilleur marché que nous ne pouvons les produire nous-mêmes, et il y a aussi plusieurs articles que nous pouvons produire à meilleur marché que nos voisins, de sorte qu'il y aurait toutes les chances de créer un commerce d'échange réciproque, si on n'y mettait aucun obstacle. Nous connaissons tous les succès honorables obtenus par le Canada à l'exposition universelle de Chicago. Je n'ai jamais été aussi fier d'être Canadien qu'au mois d'octobre dernier, lorsque j'ai visité cette exposition, et que j'ai vu quelle place importante nous y occupions.

Dans les céréales, nos cultivateurs n'ont pas remporté moins de 197 récompenses. Dans les farines, ils en ont obtenues 24 ; 17 dans les miels. Dans les porcs, ils en ont remportées 50 ; et 184 dans les bestiaux. Sur 352 moutons qu'ils ont exposés, 250 ont été primés, tandis que sur les 478 moutons exposés par les Américains, 193 seulement ont obtenu des prix, de sorte que, pendant que 71 pour 100 de nos moutons étaient primés, 40 pour 100 seulement de ceux des Américains obtenaient le même